

## Une GIECquerie parmi d'autres : 1,6 milliard payé par les contribuables de l'hexagone, parti par les portes du business CO2, Pffiittt...!

Suite donc à l'accord GIEC/UNFCCC/UNEP/WMO à Kyoto (1997, tous sont constitués d'envoyés d'États) pour rétablir d'urgence le paradis sur Terre ont été établies d'abord et avant tout des bourses d'échange de *droits CO2*.

Rassurons d'abord tout de suite ceux/celles qui doivent l'être : cela ne concerne pas les avions, exemptés, cela ne concerne pas les bateaux, exemptés, et cela concerne seulement les dépassement aux quotas gratos des entreprises que leur glisse par décrets leurs collègues de l'élite. On imagine qu'il a du être démontré scientifiquement que "ce CO2 là" n'est pas "sale" ? Seul les ménages payent cette toute nouvelle taxe GIEC dès le premier cm<sup>3</sup> de gaz pour chauffer les fayots du soir et le premier centilitre d'essence du scooter pour pouvoir aller au boulot. Probablement à cause de la nature de ses utilisat/rice/eur/s, ce CO2 là a donc été jugé dégueulasse, devant être puni, par le GIEC.

Mais bon en fait ça n'est pas le sujet. On va voir que sur ce coup là, ça n'est pas des euros de ce tout nouvel impot-CO2-du-GIEC sur les quasi seuls ménages dont il s'agit. Non, c'est sur ce qu'on avait (déjà) payé dans notre train train de tous les jours à l'État, 1/5ème (20% TVA) de chacun de nos gestes, tél., achat, etc.

Donc ce business échange CO2-Kyoto a été mis en place par l'élite. En France, la Caisse des dépôts et consignations avec la société américaine NYSE Blue ont créé en 2005 une place de marché spécialement dédiée à ces échanges au comptant, BlueNex, qui est une entreprise d'investissement agréée pour gérer un système multilatéral de négociations. NYSE Blue est une de ces "joint-venture" américaine (quand vous parlez GIEC, l'Amérique "silicon Valley" n'est jamais loin), du New Jersey, qui fleurissent grâce à l'ONUisation du « climat ». Y participe APX Inc. qui inclut Goldman Sachs, MissionPoint Capital Partners, and ONSET Ventures (finance "silicon valley"), entreprises de la finance qui entrent aussi dans dans Nyse Blue en minoritaires (là).

Là..., nouveau petit arrêt sur image : "MissionPoint Capital Partners" ? Mais... ?

N'est-ce pas cette société qui, derrière les fondations Rockefeller, est dans la création fin 2007 de la grosse association verte 1 Sky/350.org ?

Mais oui, tout à fait, c'est bien ce monde, voir Fig.1 photos et texte.



**Fig. 1.** ▫ A gauche, Bill Clinton présente la création de 1Sky (= "350.org USA") : Betsy Taylor Présidente, Stephen Heintz Président-exécutif du **Rockefeller Brothers Fund** (RBF, qui finance évidemment aussi les Clinton à coté d'un Warren Buffet, et même de l'Arabie Saoudite, etc.) et Jesse Fink, de **Mission Points Capital Partners**, sep. 2007;

▫ A droite, avec les polos verts sous les vestes, Billy Parrish et Jessy Tolkan de **350.org** sur l'estrade de la Clinton Global Initiative 2008. Jessy Tolkan avec une licence de sciences politiques était Directrice de l'Energy Action Coalition lors du Powershift 2007 (et suivants : organiser des rassemblements de jeunes sur

le « climat »). Elle a eu un poste de directrice de développement d'infrastructure pour les **véhicules électriques** de plusieurs fabricants internationaux qu'elle ne nomme pas. Au printemps 2017 elle était toujours une des 8 membres du Bureau des Directeur/rices de 350.org ([ici](#), aller tout en bas). Elle n'est pas la seule. KC Golden de Seattle, poids lourd de l'équipe de **1Sky/350.org** (diplômé d'un Master en politique), toujours dans le Bureau 350.org, est depuis longtemps avec « climate solution » à fond dans **la bagnole électrique individuelle** ([là](#)) et en faveur de nouvelles technologies innovantes du nucléaire pour suppléer aux absences de vent et de soleil (il n'y a pas beaucoup de soleil la nuit quand il faut recharger sa Tesla). Billy Parish est dans **350.org** depuis le début. Il avait abandonné l'université après la deuxième année et a été un initiateur de "Energy Action Coalition" (avec Phil Radford venant de Greenpeace, au gros budget d'entrée, que Jessy Tolkan a donc rejointe ensuite). Puis il est un des 4 fondateurs du business californien Mosaic, finance pour solaire, isolation, un peu de voiture électrique, etc. qui a reçu (au moins) 2 millions US\$ du US Department of Energy (le DoE est l'équivalent, entre autre, de notre CEA). Mosaic est devenu depuis une sorte d'intermédiaire des banques DZ bank allemande et la NY green bank pour des prêts, B. Parish était encore dans le Bureau de 350.org jusqu'à fin 2016.

L'équipe a d'abord été constitué fin 2007 comme "1 Sky" par les fondations Rockefeller, et donc aussi MissionPoint Capital Partners. Pour l'étape de mondialisation cette équipe a pris le nom de "350.org", choix que revendique James Hansen personnage majeur du GIEC étroitement impliqué dans le lancement international de 350.org et pro-nucléaire notoire ([là](#) et [là](#)). L'intérêt de ce nom est qu'il limite strictement le débat, ou la propagande, au CO2, ses ppm (on ne parle pas des pollutions comme ozone des avions, surtout pas du nucléaire, etc.). Le logo "1 Sky" a été abandonné aussitôt Fukushima qui venait d'abîmer le "Un seul ciel" jusqu'aux cotes américaines. Betsy Taylor et Bill MacKibben l'annoncent eux-même sur le blog The SkyWriter le 07/04/2011 ([là](#)).

Le Président de NYSE Blue Inc. qui était le Président de APX, Brian M. Storms, sortait de 8 ans à **UBS Supplementary Trust** ([là](#)).

Testée en 2005, c'est en 2008 que la plate-forme BlueNex devient pleinement opérationnelle. L'ambition de l'élite française était grande : devenir face aux Anglais et aux Allemands un acteur majeur du système d'échanges de quotas de CO2 en Europe. La plate-forme BlueNex donnait accès aux registres nationaux et s'interposait entre les acheteurs et les vendeurs en donnant l'anonymat aux transactions. Ces dernières étaient soumises au régime TVA (19,6%). C'était un choix du gouvernement français de ne pas conférer aux quotas la qualité juridique d'instrument financier qui les en aurait dispensés, et il en résultait un quasi non contrôle. Selon les principes intra-communautaire la TVA est payée dans le pays d'arrivée. Elle est donc exonérée dans le pays de départ. On peut donc acheter hors taxe, hors de France, des quotas vendus par des sociétés industrielles et les revendre en France toutes taxes comprises. **Il était voulu par notre élite toujours au nom de « sauver le climat », que n'importe qui puisse utiliser cette plate-forme pour faire du placement, du négoce, de la spéculation.** Une identité et une adresse était tout ce qui était demandé à ces "prestataires de service". Le tout est anonyme électronique en quelques secondes, rien de matériel, c'est un climat conceptuel.

Là, si les utilisateurs de la plate-forme n'étaient pas honnêtes, ils ne reversaient pas, le plus souvent ils ne se déclaraient pas, à l'administration fiscale la TVA qu'ils avaient facturée. Or quand on revend ces quotas à l'extérieur, c'est la plate-forme BlueNex qui déduit la TVA. C'est elle qui "rend" le montant, puis elle est remboursée par le budget. Or **le ministre du budget Eric Woerth (Pt. : Sarkozy, P.M. : Fillon, écon. : Lagarde) a lui-même fait un courrier du 10/12/08 pour que ce remboursement soit fait mensuellement**, au lieu de trimestriellement normalement, et **qu'il soit fait rapidement** (trésorier de la compagnie présidentielle 2007 de N. Sarkozy, il est un habitué semble-t-il du cash vite fait, [là](#), [là](#), etc.). Car la caisse des dépôts se voyait faire à BlueNex des avances de plus en plus grandes pour ces remboursements de TVA. Ainsi l'État déboursait dans ce cas quelque chose qu'il n'avait pas touché (il l'avait touché mais des contribuables). Le dispositif peut être répété à souhait, et à un moment donné la ou les "société(s) taxi" fantoches éphémères disparaissent des radars. Ils redémarraient avec une nouvelle société taxi. BlueNex et la Caisse des dépôt et consignation n'ont presque rien vu.

Le petit jeu a commencé début 2008, s'est intensifié sur la fin de l'année et en début juin 2009 où, devant l'évidence la finance étatique française fermera quelques jours le marché. Puis le 11 juin, la soumission des quotas à la TVA est supprimée (elle sera ré-introduite par la loi de finances rectificative du 29 décembre 2010) mais solution que Eric Woerth avait refusé en novembre 2008. C'est que début 2009 les échanges avaient plus que décuplé, un essor spectaculaire, en même temps que BlueNex était devenu le plus gros rembourseur de TVA de France, quelque chose de massif ! (Rapport Cours des comptes, fév. 2012 : [ici](#)). Cela

a continué ailleurs en Europe qui a réagi à son tour en 2010 (il semble que les Belges et Hollandais ne sont pas, ou peu, faits avoir).

Selon la cours des comptes 2012 très très grossièrement puisque via de vagues comparaisons d'époque à époque, **l'État français a versé** à ceux/celles qui avaient vu cette porte grande ouverte d'opportunité un montant de l'ordre de **1,6 milliard d'euros d'argent public en seulement quelque mois**. Pour l'ensemble de l'Europe selon Europol ce serait un montant du type de 5 milliards d'euros des contribuables qui est parti en effluves CO2.

En 2017 la justice semble n'avoir toujours rien, pas grand chose, et pour commencer il semble que la haute finance et le cabinet d'Eric Woerth, comme les avions pour la taxe carbone, bénéficient d'une exemption divine. Il y avait donc un **joli trou dans la caisse en 2009 qu'il a bien fallu économiser sur quelques choses**, comme le social, hôpitaux, infrastructure, etc. ou faire de nouveaux emprunts s'ajoutant aux emprunts.

Merci au « climat » du GIEC, à l'élite et autres 350.org ! Décidément on vous aime.